

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

mercredi 11 mars 2026

Les marchés financiers oscillent au rythme du conflit au Moyen-Orient

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	84.19	0.74	0.89%	S&P 500	6,781.48	-14.51	-0.21%	S&P F	6,802.00	14.75	0.22%
Gold	5,212.00	-30.10	-0.57%	Dow Jones	47,706.51	-34.29	-0.07%	NASDAQ F	25,020.50	38	0.15%
Silver	87.995	-1.60	-1.78%	Nasdaq	22,697.10	1.16	0.01%	DJIA F	47,849	104	0.22%
	Changes			VIX	24.93	-0.57	-2.24%				
DXY Index	98.75	-0.080	-0.08%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1641	0.003	0.26%				% Chg	Nikkei	55,010.77	762.38	1.41%
Yen	158.07	0.020	0.01%	Communication Services			0.26%	Hang Seng	25,947.68	-12.22	-0.05%
Pound	1.3454	0.004	0.28%	Information Technology			0.08%	Shanghai	4,131.70	8.56	0.21%
				Consumer Discretionary			-0.01%	Singapore	4,846.90	-13.74	-0.28%
				Consumer Staples			-0.13%	Asia Dow	5,574.12	49.12	0.89%
U.S. 10yr	4.147	-1.7		Materials			-0.14%				
Germany 10yr	2.84	-2.2		Real Estate			-0.16%	Stoxx 600	606.12	11.2	1.88%
Italy 10yr	3.533	-9.7		Financials			-0.59%	CAC 40	8,057.36	142	1.79%
Japan 10yr	2.171	-1.5		Industrials			-0.57%	DAX	23,968.63	559.26	2.39%
				Utilities			-0.65%	FTSE MIB	45,201.69	+1,176.73	2.67%
				Health Care			-0.73%	IBEX 35	17,445.00	516.8	3.05%
Bitcoin USD	69,782	-273	-0.39%	Energy			-1.32%	FTSE 100	10,412.24	162.72	1.59%
Ethereum USD	2,019.14	-23.58	-1.15%								

Cours au 11/03/26 7:34AM

Achevé de rédiger à 7h25

Trump veut une victoire rapide, l'Iran parie sur le temps long...

- L'escalade militaire s'intensifie au Proche-Orient avec des frappes américaines et israéliennes massives contre l'Iran, suivies de tirs de missiles iraniens contre des bases américaines et Israël, tandis que plusieurs pays du Golfe interceptent missiles et drones. La crise s'étend à l'ensemble de la région (attaques maritimes, menaces sur le détroit d'Ormuz et frappes au Liban) aggravant le bilan humain et faisant craindre un élargissement du conflit.
- L'Iran annonce qu'aucun pétrole ne sortira du Moyen-Orient et adopte une stratégie de guerre d'usure via ses alliés régionaux pour affaiblir ses adversaires, perturber les flux énergétiques et obtenir des concessions sur le nucléaire et les sanctions.
- Face au risque de blocage du détroit d'Ormuz, le G7 charge l'AIE de préparer une utilisation coordonnée des réserves pétrolières afin de stabiliser les marchés et limiter l'impact d'une interruption prolongée des exportations du Moyen-Orient.
- Une divergence stratégique apparaît entre Netanyahu, prêt à poursuivre une guerre longue, et Trump, qui souhaite une victoire rapide pour éviter des conséquences économiques et politiques.
- Trump lève certaines sanctions pétrolières après un échange avec Poutine pour augmenter l'offre mondiale et contenir l'inflation, mais cette décision pourrait renforcer Moscou et être perçue comme une faiblesse par l'Iran.
- Le conflit perturbe fortement l'économie régionale et le commerce maritime, tandis que l'absence de solution politique laisse présager une crise prolongée affectant durablement la stabilité mondiale et les prix des matières premières.

Sur les dernières 24h, de nouvelles attaques ont visé des installations militaires américaines au Proche-Orient après les bombardements massifs menés mardi par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, décrits comme les plus intenses depuis le début du conflit. L'Iran affirme avoir lancé des missiles contre la base américaine d'Al Oudeïd au Qatar et la base d'Al Harir au Kurdistan irakien, tandis que des médias d'Etat iraniens signalent de nouvelles attaques contre des installations militaires américaines à Bahreïn. Parallèlement, des millions d'Israéliens se sont réfugiés dans des abris après des tirs de missiles iraniens, tandis qu'Israël a mené de nouvelles frappes sur Beyrouth. L'Arabie saoudite affirme avoir intercepté sept missiles balistiques, dont six visant la base

aérienne Prince Sultan près de Riyad, et neutralisé des drones dirigés notamment vers le champ pétrolier géant de Shaybah. Dans la région, la tension affecte également le trafic maritime : un porte-conteneurs a été endommagé au nord-ouest des Émirats arabes unis, tandis qu'un drone a frappé une installation diplomatique américaine en Irak sans faire de blessés. L'armée américaine annonce avoir détruit 16 bateaux iraniens poseurs de mines près du détroit d'Ormuz et Donald Trump menace Téhéran de « conséquences militaires » en cas de minage du passage stratégique. Le président du Parlement iranien affirme que Téhéran ne recherche pas de cessez-le-feu et veut punir « l'agresseur ». Le Pentagone indique qu'environ 140 militaires américains ont été blessés depuis le début du conflit et sept tués, tandis que le Liban recense près de 760 000 déplacés et environ 500 morts depuis l'entrée du Hezbollah dans la guerre le 2 mars.

Les tensions géopolitiques ont franchi un nouveau seuil. Téhéran, par la voix d'Ali Mohammad Naini, porte-parole des Gardiens de la Révolution, a officiellement déclaré « qu'aucune goutte de pétrole » ne sortirait du Moyen-Orient jusqu'à nouvel ordre. Cette annonce constitue un rejet frontal des déclarations de Donald Trump, qui affirmait la veille que le conflit était « quasiment terminé ». La République islamique, désormais dirigée par l'ayatollah Mojtaba Khamenei suite au décès de son père lors de frappes israélo-américaines, durcit sa position en affirmant que les négociations avec Washington ne sont plus à l'ordre du jour. Parallèlement, Téhéran tente de diviser la communauté internationale en promettant de laisser transiter les navires des pays arabes ou européens qui expulseraient les ambassadeurs américains et israéliens. **Face à la supériorité technologique et militaire des Etats-Unis et d'Israël, Téhéran a opté pour une stratégie de « guerre d'usure » (« war of attrition »).** L'Iran évite l'affrontement direct et massif au profit d'une multiplication de micro-conflits et de harcèlements via ses relais régionaux (Hezbollah, Houthis, milices en Irak). L'objectif est de saturer les systèmes de défense adverses, de **provoquer une fatigue politique chez les opinions publiques occidentales et d'augmenter le coût économique du maintien des forces américaines dans la région.** Cette tactique vise à obtenir des concessions sur le dossier nucléaire et la levée des sanctions sans avoir à engager ses forces régulières dans un conflit dévastateur. Pour les stratèges iraniens, le temps joue en leur faveur : en perturbant les flux pétroliers et maritimes, ils transforment l'instabilité régionale en une arme de négociation globale. C'est une analyse froide des rapports de force qui oblige Washington à une vigilance constante et coûteuse.

Face à la paralysie rampante du détroit d'Ormuz et à l'escalade des tensions entre l'Iran et l'administration Trump, les pays du G7 ont officiellement mandaté l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) pour élaborer un plan stratégique d'utilisation coordonnée des réserves pétrolières de secours. Cette initiative marque une rupture avec les libérations ponctuelles de stocks observées par le passé. **Il s'agit ici de structurer une réponse multilatérale capable de saturer le marché en cas de rupture prolongée des flux en provenance du Moyen-Orient.** L'objectif est double : briser la spéculation sur les cours du brut qui menace de faire dérailler la croissance mondiale, et envoyer un signal de résilience à Téhéran en démontrant que les économies développées disposent d'un tampon de sécurité opérationnel. L'AIE devra définir des seuils de déclenchement précis, harmoniser les capacités de raffinage disponibles et coordonner la logistique de distribution pour éviter les goulots d'étranglement domestiques. **Cette annonce agit comme un mécanisme de stabilisation préventif, bien que l'efficacité réelle de ces réserves dépende de la durée d'un éventuel blocus total du détroit d'Ormuz, dont le transit quotidien est difficilement remplaçable sur le long terme.**

L'axe Tel-Aviv/Washington est soumis à une épreuve de force diplomatique majeure. Alors que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu réaffirme sa volonté d'aller « jusqu'au bout » des opérations militaires pour éradiquer les capacités de ses adversaires, Donald Trump affiche une impatience croissante. Le président américain, fidèle à sa doctrine de « l'America First » et soucieux de stabiliser l'économie mondiale avant que l'inflation ne devienne incontrôlable, exige une « victoire rapide » et une sortie de crise immédiate. **Ce décalage temporel entre la stratégie d'attrition de Netanyahu et le besoin de résultats spectaculaires et rapides de Trump crée une zone d'incertitude** sur la durée du conflit. L'enjeu est de savoir si Washington imposera un calendrier à Israël ou si Netanyahu parviendra à prolonger l'intervention pour atteindre ses objectifs de sécurité intérieure, au risque de froisser son principal allié.

Dans une tentative de stabiliser les marchés et de freiner l'inflation, **Donald Trump a annoncé la levée de certaines sanctions liées au pétrole après un échange avec Vladimir Poutine**. Cette décision vise à réinjecter des volumes sur le marché mondial pour compenser le blocage iranien. Toutefois, cette approche est à double tranchant : **elle offre une bouffée d'oxygène financière à Moscou et pourrait être perçue comme un signe de faiblesse par Téhéran**. Sur le plan intérieur américain, cette mesure répond à l'urgence de réduire le prix à la pompe, mais elle souligne la dépendance persistante de l'administration américaine vis-à-vis des grands producteurs mondiaux pour réguler la conjoncture économique domestique.

L'économie de la région est lourdement impactée : les flux commerciaux sont perturbés, les coûts de l'assurance maritime explosent et les infrastructures civiles subissent des dommages massifs. Les acteurs internationaux, Etats-Unis en tête, tentent de maintenir un équilibre fragile pour éviter une déflagration totale qui paralyserait le détroit d'Ormuz. Cependant, **l'absence de perspective politique à court terme et la radicalisation des positions sur le terrain suggèrent que le conflit s'inscrit désormais dans une durée indéterminée, pesant durablement sur la stabilité géopolitique mondiale et les prix des matières premières**.

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Les indices actions américains ont terminé la séance d'hier en ordre dispersé. Les investisseurs oscillent entre un certain soulagement lié à la chute spectaculaire des prix du pétrole et une prudence persistante face aux incertitudes géopolitiques au Moyen-Orient, dans un contexte d'attentes encore floues concernant la politique monétaire américaine. Après une ouverture stable, à 6 797, l'indice S&P 500 a été portée par l'optimisme, né la veille autour d'une possible désescalade entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran. L'indice américain est monté à 6 845 (+ 0,7%), mais il a progressivement effacé ses gains pour revenir à l'équilibre, et sur la dernière heure passé dans le rouge pour clôturer à 6 781 (- 15 points), en baisse de 0,2%, illustrant un marché dominé par l'hésitation et la sensibilité aux titres géopolitiques. Le Dow Jones a reculé de 34 points à 47 707 (- 0,07%) et que le Nasdaq est parvenu à rester marginalement dans le vert, à 22 697 (+ 0,01%). L'indice de volatilité VIX a chuté, dans un premier temps, de plus de 11% mais a rapidement réduit son repli, pour terminer vers 24,9, en baisse de - 2,2%, signe que la détente sur le sentiment de marché reste fragile. Les fluctuations *intraday* ont largement été dictées par l'évolution du conflit au Moyen-Orient et par les déclarations contradictoires de responsables américains.

Le président Donald Trump a affirmé que la guerre avec l'Iran était « quasiment terminée », alimentant brièvement l'appétit pour le risque, mais d'autres responsables américains ont rapidement tempéré cet optimisme en reconnaissant l'incertitude entourant la durée du conflit, tandis que Téhéran a rejeté toute négociation et menacé de poursuivre ses frappes contre Israël et contre des installations américaines dans la région. L'Iran a également évoqué la possibilité de restreindre davantage les exportations pétrolières via le détroit d'Ormuz, même si dans les faits certains navires de pays jugés neutres pourraient continuer à y circuler. Cette tension géopolitique a provoqué d'importantes turbulences sur le marché de l'énergie : après la flambée de lundi, les prix du pétrole ont chuté de plus de 11% en séance, enregistrant leur plus forte baisse quotidienne depuis plusieurs années, le baril de WTI passant brièvement d'environ 118 \$ à moins de 80 \$ avant de se stabiliser. Cette détente brutale a soutenu les marchés actions dans la première partie de séance en réduisant les anticipations inflationnistes et en ravivant l'espoir d'une politique monétaire moins restrictive, mais l'effet positif s'est estompé au fil de la journée à mesure que les investisseurs prenaient conscience de la persistance des risques géopolitiques.

Sur le plan macroéconomique, les investisseurs ont néanmoins accueilli une statistique encourageante avec la publication des ventes de logements existants aux Etats-Unis pour le mois de février, qui ont progressé de + 1,7% pour atteindre un rythme annuel de 4,09 millions d'unités alors que le consensus anticipait au contraire un recul vers 3,88 millions. Cette surprise positive reflète en partie le repli récent des taux hypothécaires, passés sous la barre des 6% pour la première fois depuis 2022, et suggère que certains segments de l'économie américaine pourrait rebondir en cas de politique monétaire moins restrictive, mais les opérateurs restent prudents avant plusieurs statistiques importantes attendues dans les prochains jours, notamment les chiffres de l'inflation et une nouvelle estimation du PIB américain, qui pourraient influencer les anticipations de politique monétaire. Selon les contrats à terme, le marché monétaire n'anticipe toujours aucune baisse de taux lors de la prochaine réunion du *FOMC*, repoussant plutôt la première détente monétaire potentielle vers l'été.

Sur le plan sectoriel, les valeurs technologiques ont constitué le principal soutien du marché, alors que le secteur de l'énergie a subi la pression liée à l'effondrement des prix du brut. Les fabricants de semi-conducteurs ont particulièrement bien résisté : **Nvidia** (+ 1,2%), **Micron Technology** (+ 3,5%), **Intel** (+ 2,6%), **Arm Holdings** (+ 2,5%) et **Applied Materials** (+ 2,0%). A l'inverse, les valeurs énergétiques ont reculé dans le sillage du pétrole, **Occidental Petroleum** abandonnant - 3,0% et plusieurs producteurs indépendants comme **Devon Energy** (- 2,5%), **ConocoPhillips** (- 2,5%) et **Diamondback Energy** (- 2,5%) évoluant également en territoire négatif. Dans le secteur technologique, **Hewlett Packard Enterprise** (- 3,3%) a reculé après la publication de résultats jugés mitigés malgré certains indicateurs solides. Dans les télécommunications, AT&T a progressé de + 0,7% après avoir annoncé un plan d'investissement massif de plus de 250 Mds \$ sur cinq ans destinés à renforcer son infrastructure réseau aux Etats-Unis. Dans la distribution, **Casey's General Stores** (+ 3,8%) s'est distingué, malgré un chiffre d'affaires trimestriel inférieur aux attentes. Après la clôture, l'attention des investisseurs s'est également portée sur **Oracle** (+ 8,7% en électronique ce matin) qui a publié des résultats supérieurs aux attentes et à une forte croissance de son activité *cloud* liée à l'intelligence artificielle. Ses revenus du *cloud* ont progressé de 44% pour atteindre 8,9 Mds \$ sur un chiffre d'affaires total de 17,2 Mds \$. L'entreprise a en outre annoncé son intention de lever entre 45 et 50 Mds \$ afin d'accroître la capacité de ses infrastructures *cloud*, ce qui témoigne de la poursuite de la course aux investissements dans l'IA parmi les grands groupes technologiques.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** bondit de 1,7%, pour dépasser les 55 000 points, en hausse pour la deuxième session consécutive, alors que la baisse des prix du pétrole a apaisé les inquiétudes concernant une inflation remontée et a renforcé l'appétit pour le risque. Les prix du pétrole ont encore baissé après que l'Agence internationale de l'énergie a proposé la plus grande libération de réserves de pétrole de son histoire, dépassant les 182 millions de barils libérés par le groupe en 2022 lors de l'invasion russe de l'Ukraine. Les actions technologiques japonaises ont mené la progression après la publication de résultat d'Oracle : Kioxia Holdings (+ 8,3%), SoftBank Group (+ 6,6%) et Fujikura (+ 6,6%). Nintendo bondit de 8,8% grâce à un nouvel optimisme autour de son nouveau jeu Pokémon, qui a affiché complet dans plusieurs grands détaillants américains. Par ailleurs, Japan Display grimpe de 36,6% supplémentaires suite à des rapports indiquant que les Etats-Unis et le Japon envisageraient de construire une usine de production aux Etats-Unis.

Le **Hang Seng** est en baisse de 0,2% tandis que Shanghai est quasiment stable (+ 0,04%), dans un contexte de solidité des contrats à terme américains et d'attente d'éclaircissements sur le conflit iranien. Des données sur la balance commerciale de la Chine ont continué de soutenir le sentiment, les exportations et les importations ayant toutes deux augmenté plus que prévu au cours des deux premiers mois de 2025, reflétant une demande résiliente tant externe qu'interne. Sur le plan des entreprises, le constructeur chinois de véhicules électriques NIO a annoncé son tout premier bénéfice net trimestriel au quatrième trimestre 2025, porté par des ventes records et de solides marges, réduisant ainsi sa perte annuelle. Cependant, ces gains ont été tempérés par des inquiétudes quant à la baisse de l'objectif de PIB chinois pour 2026 et à des exportations solides qui pourraient pousser Pékin à retarder un nouveau plan de relance cette année.

Le **KOSPI** progresse de 3,7%, prolongeant sa hausse sur une nouvelle séance alors que les investisseurs sont revenus aux actions à la recherche de valorisations attractives malgré une incertitude persistante sur les marchés mondiaux de l'énergie. Le rebond a été freiné après que le président américain Donald Trump a averti l'Iran de représailles militaires concernant des mines présumées dans le détroit d'Ormuz, affirmant que les forces américaines avaient détruit dix navires inactifs liés à cette activité. Les fabricants de puces, automobiles et pharmaceutiques ont soutenu l'indice, avec des gains notables pour Samsung Electronics (+ 1,2%), SK Hynix (+ 2,0%), Hyundai Motor (+ 1,1%), Samsung Biologics (+ 4,0%) et Kia Corp (+ 0,8%).

Le **S&P/ASX 200** progresse de 0,6% pour dépasser les 8 700 points, prolongeant les gains par rapport à la session précédente, alors que les actions minières et aurifères menaient le marché à la hausse. Le secteur minier lourd a progressé de 1,7%, avec un bond de BHP de 1,4%, tandis que Rio Tinto a gagné 3,0% après avoir obtenu 1,18 Md \$ de financement pour un projet de lithium en Argentine. Les miniers or ont également progressé de 1,4% dans un contexte de hausse des prix des lingots, menés par Northern Star, en hausse de 3,0%. Les actions bancaires ont augmenté de 0,7%.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Sur la séance d'hier, les mouvements sur les marchés obligataires ont été dominés par l'évolution du conflit au Moyen-Orient et par la forte volatilité des prix de l'énergie, qui ont directement influencé les anticipations d'inflation et de politique monétaire. Aux Etats-Unis, les taux à 10 ans ont fluctué de 4,12% à 4,09%, avant de rebondir à 4,16% et revenir, ce matin, à 4,148% en Asie. La correction brutale des prix du pétrole a temporairement atténué les craintes d'une poussée inflationniste et dans ce contexte, les investisseurs ont commencé à intégrer l'hypothèse d'une politique monétaire un peu plus accommodante de la banque centrale au cours de l'année : les opérateurs anticipent une réduction supplémentaire des taux directeurs, alors que les derniers indicateurs économiques américains ont montré des signes de fragilité, notamment sur le marché du travail, renforçant l'idée que les banquiers centraux pourrait être amenée à soutenir davantage l'activité si les pressions inflationnistes se modèrent. Les déclarations contradictoires de l'administration américaine concernant la guerre avec l'Iran entretiennent une forte incertitude : Donald Trump a évoqué la possibilité d'une fin rapide du conflit, tandis que certains responsables militaires ont laissé entendre que les opérations pourraient s'intensifier et durer plus longtemps. Dans ce contexte, les investisseurs attendent également la publication de l'indice des prix à la consommation, aujourd'hui aux Etats-Unis, pour éclairer la trajectoire de la politique monétaire. En Europe, la détente des taux a été plus marquée. Les taux à 10 ans allemands ont reculé à 2,84% (- 2,2 pb), après avoir approché les 2,89% au cours de la séance. Les investisseurs européens ont aussi réagi à la baisse des prix de l'énergie et à l'espoir d'une désescalade au Moyen-Orient, même si les risques restent élevés. Les obligations françaises et italiennes ont particulièrement bénéficié de ce mouvement, avec un recul de 6,8 pb pour les OAT, à 3,452% et une détente de 9,7 pb pour les BTP italiens, à 3,533%. Le resserrement du *spread* entre les obligations françaises et le Bund, revenu autour de 61 pb, traduit un retour relatif de l'appétit pour le risque sur les marchés de dette européens. Toutefois, les perspectives d'inflation demeurent incertaines. L'économiste en chef de la BCE, Philip Lane, a averti qu'un conflit prolongé au Moyen-Orient, entraînant une réduction durable de l'offre de pétrole et de gaz, pourrait provoquer une forte hausse des prix et une contraction de l'activité dans la zone euro. Malgré la détente récente des taux longs, les marchés monétaires continuent d'anticiper au moins une hausse de 25 pb des taux directeurs de la BCE au cours de l'année. Au Royaume-Uni, les Gilts à 10 ans ont également nettement reculé, de 8,9 pb à 4,497%, après avoir approché un plus haut de près de quatre mois la veille. Les investisseurs envisagent désormais environ 50% de probabilité d'une baisse de taux de la Banque d'Angleterre d'ici septembre, alors qu'une hausse était encore brièvement anticipée lors de la séance précédente. L'ensemble de ces mouvements illustre un marché obligataire toujours dominé par l'évolution du conflit au Moyen-Orient et par les fluctuations des prix de l'énergie, facteurs déterminants pour les anticipations d'inflation et de politique monétaire.

La séance d'hier sur le marché des changes a été marquée par un léger repli du dollar, dans un contexte dominé par les incertitudes géopolitiques liées au conflit au Moyen-Orient et par un ajustement des anticipations des investisseurs après la forte progression récente du billet vert. Le *Dollar Index* a fait du yo-yo. Il est passé de 98,9 à 98,58, avant de rebondir à 98,9, et évoluer, ce matin, à 98,76. Les cambistes ont procédé à quelques prises de bénéfices après la hausse enregistrée lors des séances précédentes, alimentée par la flambée des prix du pétrole. Le billet vert reste néanmoins soutenu par son statut de valeur refuge, même si les marchés semblent désormais plus prudents face aux déclarations contradictoires de l'administration américaine concernant la durée du conflit.

Donald Trump a évoqué la possibilité d'une fin rapide des opérations militaires, tandis que plusieurs responsables ont laissé entendre que la campagne pourrait se prolonger afin d'éliminer les capacités nucléaires iraniennes. Par devises, les variations sont restées relativement modestes : l'euro s'est stabilisé autour de 1,1630 \$ après avoir touché la veille un plus bas de plus de trois mois, proche de 1,15, tandis que le yen évolue autour de 158,1 pour un dollar. Dans les autres régions, certaines devises liées au cycle économique ont bénéficié du regain d'appétit pour le risque : le dollar australien a progressé nettement, atteignant son plus haut niveau depuis mai 2022 autour de 0,716 \$, porté par l'anticipation croissante d'un relèvement des taux par la banque centrale australienne dès la réunion du 17 mars, alors que la remontée des prix de l'énergie pourrait pousser l'inflation au-delà de 4%. Par ailleurs, le dollar canadien s'est légèrement apprécié face au billet vert, soutenu par la fermeté relative des prix du pétrole malgré la correction du jour, tandis que le peso mexicain gagnait également du terrain. Sur le marché asiatique, le yuan chinois s'est distingué en progressant nettement face aux principales devises, gagnant + 0,5% face au dollar et 0,4% face à l'euro.

La séance sur les métaux précieux s'est inscrite dans une dynamique nettement haussière, dominée par les tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et par les ajustements des anticipations de politique monétaire américaine. L'or a poursuivi sa progression pour atteindre 5 240 \$ au plus haut et revenir, ce matin, à 5 215 \$ l'once, prolongeant les gains enregistrés lors de la séance précédente. Les investisseurs continuent de rechercher des valeurs refuges face à l'incertitude entourant le conflit entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran. Les marchés restent particulièrement sensibles aux signaux contradictoires provenant de Washington concernant la durée et l'intensité de la campagne militaire. L'incertitude a également été accentuée par des messages contradictoires au sein même de l'administration américaine concernant la sécurité du détroit d'Ormuz, après qu'un message du secrétaire à l'Energie affirmant que la marine américaine avait escorté un pétrolier dans la zone a été rapidement supprimé puis démenti par la Maison-Blanche. La baisse récente du dollar et le recul des taux à 10 ans américains ont également soutenu les métaux précieux. Néanmoins, les anticipations de politique monétaire restent prudentes. Les investisseurs devraient surveiller la publication des données d'inflation aux Etats-Unis. La trajectoire future de l'or dépendra largement de ces indicateurs macroéconomiques et des décisions de politique monétaire attendues lors de la réunion du *FOMC*, prévue le 18 mars. Sur le marché de l'argent, la tendance est également restée positive. Il s'est maintenu entre 88 et 90 \$ sur la séance d'hier, après trois séances consécutives de hausse, soutenu par le même environnement d'incertitude géopolitique et par les tensions persistantes sur les marchés de l'énergie.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

La séance d'hier sur les cours du pétrole est restée extrêmement volatile, dominée par les développements géopolitiques autour de la guerre entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran ainsi que par les initiatives envisagées pour stabiliser les marchés de l'énergie. Les cours du brut WTI ont d'abord fluctué entre 90 \$ et 78,5 \$, avant de se stabiliser sur les 86,7 \$, et revenir, ce matin, à 84,0 \$. Le Brent s'est stabilisé autour des 87,6 \$ ce matin. La baisse de ce matin intervient après l'annonce selon laquelle **l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) envisage la plus importante libération de réserves stratégiques de son histoire afin de compenser les perturbations d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient**. Le volume potentiel dépasserait les 182 millions de barils libérés en 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ce qui souligne

l'ampleur des tensions actuelles sur le marché pétrolier. **Les membres de l'AIE disposent d'environ 1,2 Md de barils de stocks publics et de 600 millions de barils d'inventaires commerciaux obligatoires, soit l'équivalent d'environ 124 jours de pertes d'approvisionnement du Golfe.** Les dirigeants du G7 ont également discuté d'un recours coordonné aux stocks d'urgence afin de limiter la flambée des prix de l'énergie et ses conséquences inflationnistes pour l'économie mondiale. Malgré cette détente, les investisseurs restent extrêmement sensibles aux développements militaires dans la région. Les frappes américaines et israéliennes contre l'Iran se sont intensifiées, tandis que les tensions autour du détroit d'Ormuz continuent de perturber le commerce mondial du pétrole. Les Etats-Unis ont évoqué la possibilité d'escorter les tankers dans la zone, mais certaines sources indiquent que la marine américaine reste réticente à intervenir directement en raison du niveau de risque élevé. Sur le plan militaire, Washington affirme avoir détruit plusieurs navires iraniens capables de poser des mines dans le détroit, alors que Téhéran menace de maintenir la pression tant que les frappes ne cesseront pas. Les perturbations de production se multiplient également dans la région : une raffinerie majeure aux Emirats arabes unis a été mise à l'arrêt après une attaque de drone, tandis que plusieurs producteurs majeurs, dont l'Arabie saoudite, l'Irak, le Koweït et les Emirats, ont réduit leur production ou modifié leurs routes d'exportation afin d'éviter le détroit d'Ormuz. L'Arabie saoudite tente notamment d'accroître ses livraisons via la mer Rouge en utilisant le port de Yanbu, mais ces flux restent insuffisants pour compenser la chute des exportations transitant par le Golfe. **Selon certaines estimations, le conflit priverait actuellement le marché mondial d'environ 15 millions de barils par jour de pétrole et de produits raffinés,** ce qui pourrait potentiellement pousser les prix du brut jusqu'à 150 \$ le baril si les perturbations persistent. Dans ce contexte, **même l'hypothèse d'une résolution rapide du conflit ne garantirait pas un retour rapide à la normale, les analystes estimant que les perturbations logistiques et commerciales pourraient durer plusieurs semaines.** Enfin, les données récentes sur les stocks américains montrent également un recul des réserves de brut et de produits raffinés, signe d'une demande toujours solide qui contribue à maintenir une pression haussière structurelle sur les prix malgré la correction récente. L'ensemble de ces éléments confirme que le marché pétrolier reste dominé par les risques géopolitiques et par l'évolution du conflit au Moyen-Orient, les annonces politiques et les initiatives des grandes puissances énergétiques jouant un rôle déterminant dans les fluctuations quotidiennes des prix.

La dernière publication de l'*Energy Information Administration* (EIA) met en évidence un scénario de forte volatilité des prix du pétrole à court terme, lié aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, avant un retour vers des niveaux plus modérés d'ici la fin de l'année. Selon l'EIA, le prix du Brent pourrait dépasser 95 \$ le baril au cours des deux prochains mois, principalement en raison des perturbations des flux pétroliers provoquées par le conflit impliquant l'Iran. Le principal facteur de tension est la perturbation du détroit d'Ormuz. L'EIA a relevé sensiblement ses prévisions de prix : le prix moyen du Brent pour 2026 est désormais estimé à 79 \$ le baril, soit une révision de 37% à la hausse par rapport au mois précédent. Toutefois, l'agence estime que cette tension devrait être temporaire. Plusieurs producteurs du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, l'Irak et le Koweït, ont réduit leur production en raison des contraintes logistiques liées aux perturbations du transport maritime. Mais ces ajustements devraient progressivement disparaître lorsque le trafic pétrolier reprendra normalement dans le détroit d'Ormuz. A moyen terme, l'EIA considère que l'offre mondiale de pétrole devrait de nouveau dépasser la demande, ce qui entraînerait un recul du prix du Brent vers environ 70 \$ le baril d'ici la fin de l'année. La hausse des prix du brut a également des répercussions sur les produits raffinés. L'EIA prévoit que les prix de l'essence aux Etats-Unis atteindront environ 3,34 \$ par gallon, soit près de 15% de plus que les estimations précédentes, tandis que le prix du

diesel pourrait atteindre 4,12 \$ par gallon, soit une hausse d'environ 20% par rapport aux prévisions antérieures. L'agence souligne toutefois que l'ajustement des marges de raffinage et de distribution devrait être plus lent, ce qui maintiendrait une pression haussière sur les prix des carburants au cours du deuxième trimestre. Enfin, la hausse des prix devrait stimuler la production américaine de pétrole. L'EIA prévoit désormais que la production de brut des Etats-Unis atteindra 13,61 millions de barils par jour en 2026, puis 13,83 millions de barils par jour en 2027, ce qui représenterait un nouveau record. L'augmentation de l'offre américaine devrait contribuer, à terme, à rééquilibrer le marché mondial du pétrole une fois les perturbations géopolitiques atténuées.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.